

Le tournant liberticide turc

lundi 14 novembre 2011, par [Ferhat Taylan](#), [Hamit Bozarslan](#), [Vincent Duclert](#)

L'Europe veut voir dans le gouvernement turc et dans son leader Recep Tayyip Erdogan la solution à toutes ses peurs devant la montée des partis islamistes au lendemain des révolutions arabes. Puisque ceux-ci invoquent le modèle de l'AKP turc - promoteur dit-on d'une voie originale de démocratie islamo-conservatrice -, il n'y a plus lieu de s'inquiéter, la marche vers la liberté se poursuivra sans faillir ! Ce soulagement est exprimé en boucle, notamment par de nombreux commentateurs de politique internationale.

Les raisons de s'alarmer sont pourtant nombreuses dès lors que la réalité politique turque est considérée en ce qu'elle est, et non pour se rassurer à peu de frais. Car la fameuse « démocratie musulmane » (comme on a parlé en Europe de « démocratie chrétienne ») n'a pas du tout les vertus qu'on veut bien lui prêter. En témoignent le sort des minorités ethniques et la situation de la liberté d'expression.

L'acharnement du pouvoir contre les médias indépendants osant aborder la situation kurde ou la domination de l'AKP est devenu grave, comme l'a souligné Reporters sans frontières dans un communiqué du 26 octobre. Pour n'évoquer qu'un seul cas parmi les soixante-dix journalistes emprisonnés pour délit d'opinion, Ahmet Sik, auteur d'un ouvrage censuré avant même d'être publié, portant sur l'influence de l'organisation de sensibilité religieuse de Fethullah Gülen au sein de la police et de l'Etat, croupit en prison depuis mars.

S'engager pour la fin de la violence d'Etat contre les Kurdes et demander pour ces derniers la reconnaissance, comme citoyens turcs, de leurs droits à la liberté individuelle et au pluralisme culturel, ou simplement informer l'opinion publique, font l'objet d'une répression policière et judiciaire de plus en plus systématique.

Octobre figurera à cet égard comme l'un des mois les plus critiques pour les démocrates turcs. Le 4 octobre, Deniz Zarakolu, ingénieur, doctorant à l'université Bilgi d'Istanbul, et éditeur pour la maison Belge qui joue un rôle essentiel dans la diffusion des recherches de pointe, a été arrêté pour avoir donné une conférence sur « La Politique, d'Aristote », dans le cadre de l'académie du parti kurde BDP (Parti de la paix et de la démocratie), parti légal qui siège au Parlement. Puis ce fut le tour d'Ayse Berkay (Hacimirzaoglu), chercheuse et traductrice, d'être interpellée à son domicile d'Istanbul et incarcérée.

Le 28 octobre, BÜsra Ersanli, professeure renommée de sciences politiques et de droit constitutionnel de l'université Marmara, était arrêtée la veille de la table ronde internationale qu'elle devait diriger à l'université Bilgi d'Istanbul sur « Les questions controversées de l'histoire de la République turque ». Le même jour, Ragip Zarakolu, le directeur des éditions Belge (et père de Deniz), par ailleurs membre fondateur de l'Association des droits de l'homme et ex-président du Comité des écrivains emprisonnés (PEN-Turquie), était lui aussi placé en garde à vue. Quarante-huit autres interpellations étaient effectuées par la police qui a investi les bureaux stanbouliotes du BDP. Le maintien en détention, jusqu'à leur procès, de BÜsra Ersanli et de Ragip Zarakolu a été prononcé, le 1^{er} novembre, par le tribunal de Besiktas.

Menées par les unités antiterroristes de la police, ces arrestations dites « opérations KCK » (Rassemblement social du Kurdistan) visent à détruire le travail d'intellectuels, d'avocats et d'universitaires turcs pour bâtir une démocratie respectueuse des minorités et des droits individuels. Le gouvernement emploie contre eux la manière forte et compte sur la justice - qu'il contrôle - pour briser ces engagements pacifiques et le travail d'information.

Depuis 2009, près de 8 000 personnes ont été arrêtées pour des faits d'exercice de la liberté d'expression.

En cela, la Turquie d'Erdogan révèle son vrai visage, celui d'un pouvoir qui a de moins en moins à envier au régime des généraux des années 1980. Rien à voir en tout cas avec la démocratie islamique tant vantée ces dernières semaines.

La Turquie est riche de ses démocrates, de ses artistes, de ses intellectuels indépendants. Plusieurs milliers d'entre eux se battent courageusement depuis des années pour repousser l'ultranationalisme, demander la lumière sur les crimes du régime militaire, défendre la mémoire arménienne et la liberté de l'histoire, protéger les droits de l'homme, rapprocher les communautés, exercer en d'autres termes leurs droits d'homme ou de femme dans un pays qu'ils veulent libre.

La voie démocratique en Turquie réside bien plus sûrement dans ce travail de liberté de la société civile et intellectuelle que dans les manœuvres dilatoires d'un gouvernement adepte des méthodes de désinformation pour mieux étouffer la vérité sur sa politique de répression. Celle-ci avait du reste guidé sa première appréciation du « printemps arabe », à travers un soutien affirmé aux dictateurs en place, de Mouammar Kadhafi à Bachar Al-Assad -, ce dernier qu'Erdogan qualifiait de « bon ami ».

Le sort des démocrates turcs intéresse toute l'Europe. Leurs combats déterminent son avenir autant que celui de la Turquie. Ne l'oublions jamais. Et battons-nous pour Ayse, Büsra, Deniz, Ragip et tous ceux qui attendent leur procès en prison et sacrifient leur liberté pour un idéal commun.

Dans un moment où, par une remarquable opération de marketing, on promeut la démocratie turque comme un modèle pour le monde arabe, cette dernière vague d'arrestations révèle une fois pour toutes le mode de fonctionnement du pouvoir AKP : réduire à néant le mouvement politique kurde, inculper les intellectuels de Turquie qui travaillent à l'arrêt des combats à l'est du pays, s'emparer de l'appareil d'Etat pour écarter toute opposition, intimider l'ensemble des médias, et se draper pour finir dans le drapeau de la démocratie pour mieux égarer des opinions européennes complaisantes. En somme, c'est une démocratie « bonne pour l'Orient » qu'on essaie de nous vendre ici.

Nous dénonçons cette stratégie qui vise à terroriser la société turque au nom de la lutte contre le terrorisme. Un journaliste d'investigation n'est pas un terroriste, un universitaire engagé n'est pas un criminel, un éditeur indépendant n'est pas un traître. Ces hommes et ces femmes sont l'honneur de la Turquie. Nous appelons la communauté à faire pression sur le gouvernement turc pour la libération des prisonniers d'opinion. Nous demandons aux Etats européens de sortir de l'angélisme et de regarder l'histoire en face.

Voir en ligne : <http://www.lemonde.fr/idees/article...>

Sources

Source : Le Monde, 11.11.2011.